

OTC

Déclaration des groupes politique de l'Assemblée nationale artsakhiote

Depuis la signature de la déclaration trilatérale du cessez-le-feu du 9 novembre 2020 l'Azerbaïdjan crée régulièrement des tensions sur les frontières des Républiques d'Artsakh et d'Arménie, visant essentiellement la population civile des deux républiques arméniennes.

Les provocations devenues plus fréquentes au cours des derniers jours témoignent du fait que l'Azerbaïdjan ne renonce pas à sa politique arménophobe menée depuis plusieurs décennies ce qui met en cause la sincérité des déclarations faites par les autorités ce pays relatives à l'agenda pour la paix.

L'agression d'automne 2020 contre le peuple d'Artsakh qui s'est déroulée avec la participation de la Turquie et de terroristes internationaux et s'est accompagnée de violations en masse des droits de l'Homme se poursuit par d'autres méthodes malgré les efforts de paix de l'un des pays coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, la Fédération de Russie. Les agissements azerbaïdjanais sont régulièrement attisés par les menaces constamment proférées par le dirigeant de l'Azerbaïdjan, mettant en cause notamment la sécurité du corridor (reliant l'Artsakh à l'Arménie) et contrôlé par soldats russes de maintien de la paix.

L'absence d'une réaction adéquate de la part des autorités de la République d'Arménie, des structures internationales et des Etats influents sont autant de

signaux fallacieux pour le dirigeant azerbaïdjanais lequel, oubliant les engagements auprès des institutions européennes lors de l'adhésion de son pays à celles-ci, continue de vouloir limiter l'action de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE que forment la Fédération de Russie, les Etats-Unis d'Amérique et la France.

Nous qualifions d'inadmissible un tel mépris à l'égard d'une structure qui s'est chargée, depuis 1992, du processus de règlement pacifique du conflit du Karabagh en contribuant au maintien de la stabilité régionale, ainsi qu'à l'égard du droit international et des efforts de la communauté internationale.

En condamnant fermement cette attitude des dirigeants azerbaïdjanais et pour prévenir une nouvelle tension grandissante dans la région, nous appelons les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE de prendre les mesures concrètes pour neutraliser la politique non-constructive de l'Azerbaïdjan et pour en obliger les responsables politiques à regagner le cadre du droit international.

Groupes parlementaires signataires

Patrie libre

Patrie unie

Justice

FRA Dachnaktsoutiun

Parti démocratique d'Artsakh

2- France 24

14/01/2022

<https://www.france24.com/fr/europe/20220114-la-turquie-et-l-arm%C3%A9nie-entament-des-discussions-en-vue-de-r%C3%A9tablir-des-relations>

La Turquie et l'Arménie ont discuté d'une normalisation de leurs relations

Des émissaires de la Turquie et de l'Arménie ont pris part, vendredi à Moscou, à un premier cycle de pourparlers destinés à normaliser leurs liens. Une démarche que l'Arménie espère voir aboutir sur l'établissement de relations diplomatiques et la réouverture des frontières après des décennies d'animosité.

À Moscou, vendredi 14 janvier, des émissaires de la [Turquie](#) et de l'[Arménie](#) ont participé à un premier cycle de pourparlers destinés à normaliser les liens entre les deux pays. Une démarche qui pourrait conduire à l'établissement de relations diplomatiques et à la réouverture des frontières entre les deux pays.

Ankara et Erevan n'ont depuis des décennies aucune relation diplomatique ni commerciale, en dépit d'un accord de paix conclu en 2009, qui n'a jamais été ratifié. Ces discussions constituent une première tentative depuis cette date pour rétablir des liens restés tendus.

Les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont déclaré que les discussions à Moscou s'étaient déroulées dans une atmosphère "positive et constructive", et se sont dits prêts à normaliser leurs relations sans pré-conditions. Les émissaires dépêchés dans la capitale russe ont déclaré avoir "partagé leur approche préliminaire du processus de normalisation".

Le fossé à combler est cependant très profond, avec comme principal point de contentieux [le massacre d'environ 1,5 million d'Arméniens sous l'Empire ottoman](#), considéré par Erevan comme un génocide, ce que réfute Ankara.

La Turquie admet que de nombreux Arméniens ayant vécu sous l'Empire ottoman ont été tués lors d'affrontements durant la Première Guerre mondiale, mais elle conteste le bilan et nie toute exécution systématique.

Durant le conflit dans le [Haut-Karabakh](#), fin 2020, [Ankara a apporté un soutien militaire décisif à l'Azerbaïdjan](#) et accusé l'Arménie d'occuper son territoire. La Turquie a par la suite prôné un rapprochement avec l'Arménie, alors qu'Ankara cherche à étendre son influence dans la région.

Petits gestes et gros obstacles

Dans des communiqués séparés mais à la formulation similaire publiés à l'issue de la réunion de Moscou, les deux capitales ont indiqué que leurs discussions se poursuivraient à une date et dans un lieu fixés ultérieurement.

Selon l'agence de presse russe TASS, le ministère arménien des Affaires étrangères a indiqué, jeudi, que l'Arménie espérait voir les discussions aboutir à la mise en place de relations diplomatiques et à l'ouverture de frontières fermées depuis 1993.

En 2021, le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, avait déclaré que, dans le cadre de ce rapprochement, les deux pays allaient aussi ouvrir des liaisons aériennes - celles-ci devraient démarrer à partir du mois prochain.

En dépit de la volonté partagée par Washington de voir s'opérer une normalisation des relations entre les deux pays, alors qu'une importante diaspora arménienne est présente aux États-Unis, les experts s'attendent à ce que les discussions se heurtent à des obstacles difficiles à surmonter.

C'est le cas du débat autour de la question du "génocide" de 1915, qui suscite des réactions épidermiques en Turquie, mais aussi des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dont le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé jeudi [qu'elles étaient indispensables à la normalisation](#) avec la Turquie alors que la défaite militaire de 2020 a provoqué un profond traumatisme à Erevan.

Avec Reuters

3- L'Orient le Jour

14/01/2022

<https://www.lorientlejour.com/article/1287571/turquie-->

Turquie-Arménie : premiers pourparlers de normalisation "constructifs"

La Turquie et l'Arménie ont salué vendredi des discussions "positives" et "constructives", après une première rencontre à Moscou entre leurs envoyés spéciaux pour normaliser des relations historiquement tendues.

Les émissaires, le Turc Serdar Kiliç et l'Arménien Rouben Roubinian, "ont échangé leurs vues préliminaires au sujet du processus de normalisation (...) dans une atmosphère positive et constructive", ont indiqué les ministères des Affaires étrangères à Ankara et Erevan, dans des communiqués identiques au mot près. "Les deux parties sont convenues de poursuivre les négociations sans précondition en vue d'une normalisation" de leurs relations, ont ajouté les ministères, indiquant que la date et le lieu de la prochaine rencontre seraient choisis ultérieurement. Aucune mesure concrète n'a cependant été annoncée à l'issue de ces premières discussions, qui ont duré une heure et demie et s'inscrivent dans un contexte de dégel entre Ankara et Erevan.

Les relations entre ces deux pays, dont la frontière commune est fermée depuis 1993, sont minées par plusieurs différends, notamment sur les massacres des Arméniens sous l'Empire ottoman pendant la Première guerre mondiale. De nombreux historiens qualifient ces tueries de génocide, reconnu en tant que tel par les gouvernements ou les parlements de nombreux pays. Le nombre des Arméniens ayant trouvé la mort est évalué à 600.000 à 1,5 million. Mais la Turquie, issue du démantèlement de l'Empire ottoman, récuse ce terme et évoque une guerre civile, doublée d'une famine, dans laquelle 300.000 à 500.000 Arméniens et autant de Turcs ont péri.

Les rapports entre Ankara et Erevan ont également pâti de la guerre qui a opposé en 2020 l'Azerbaïdjan à l'Arménie pour le contrôle de la région séparatiste de Nagorny-Karabakh, un conflit pendant lequel la Turquie a soutenu l'Azerbaïdjan.

Mais après des années de tensions, Ankara et Erevan ont multiplié les gestes d'apaisement ces dernières semaines. L'Arménie a ainsi annoncé le mois dernier la fin de son embargo sur les produits turcs. En outre, des vols charters entre Erevan et Istanbul débiteront le 2 février. En 2009, la Turquie et l'Arménie avaient déjà signé un accord visant à normaliser leurs rapports. Censé aboutir à l'ouverture de leur frontière commune, le document n'a jamais été ratifié par Erevan, qui a abandonné la procédure en 2018.

AFP

4- Le Courrier d'Erevan

14/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/les-reponses-du-porte-parole-du-mae-vahan-hunanyan-aux-questions-de-lagence-de-presse>

Les réponses du porte-parole du MAE, Vahan Hunanyan, aux questions de l'agence de presse "Armenpress"

L'Arménie s'attend à ce que des relations diplomatiques soient établis avec la Turquie à la suite du processus de dialogue, et que la frontière entre les deux pays soit ouverte, a déclaré Vahan Hunanyan, porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères, répondant aux questions d'ARMENPRESS avant la première réunion entre les envoyés spéciaux arméniens et turcs prévue le 14 janvier.

Question : Quels sont les principaux objectifs que la partie arménienne tend à atteindre à travers le dialogue entre l'Arménie et la Turquie ?

Réponse : En fait, les attentes de l'Arménie vis-à-vis de ce dialogue n'ont pas changé depuis le début des années 1990. Nous nous attendons à ce que les relations diplomatiques entre l'Arménie et la Turquie soient établies à la suite du processus, et que la frontière entre les deux pays, qui a été unilatéralement fermée par la Turquie au début des années 1990, soit ouverte.

Question : **On a dit qu'en acceptant de lancer un dialogue avec la Turquie, l'Arménie accepte les conditions préalables que la Turquie a toujours posées dans le contexte de la normalisation des relations avec l'Arménie. Quel est votre commentaire à ce sujet ?**

Réponse : La République d'Arménie a déclaré à plusieurs reprises qu'elle était prête à normaliser ses relations avec la Turquie sans aucune condition préalable. À cet égard, je dois noter que l'approche de l'Arménie n'a pas changé ; la même position est reflétée dans le programme 2021-2026 du gouvernement arménien.

Nous avons déjà mentionné que, dans nos contacts avec les partenaires internationaux, nous avons souligné à plusieurs reprises la nécessité d'adhérer au principe de "sans conditions préalables". À notre avis, le gouvernement turc partage également l'approche consistant à entamer le dialogue sans conditions préalables.

Question : **La première rencontre des représentants spéciaux des deux pays du dialogue Arménie-Turquie est prévue le 14 janvier à Moscou. Quel est le format de la rencontre ? Quelles sont les attentes de la partie arménienne vis-à-vis de cette rencontre ?**

Réponse : La rencontre des représentants spéciaux de l'Arménie et de la Turquie à Moscou sera accueillie par la partie russe. En fait, il s'agit d'une rencontre d'introduction. On ne peut guère s'attendre à des résultats tangibles à l'issue d'une seule rencontre, mais elle marquera le lancement du processus.

5- Le Courrier d'Erevan

14/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/aujourd'hui-commencent-les-negociations--entre-larmenie-et-la-turquie>

Aujourd'hui commencent les négociations entre l'Arménie et la Turquie

Aujourd'hui à Moscou commencent les négociations entre l'Arménie et la Turquie qui, selon les intentions annoncées, devraient mener au rétablissement des relations diplomatiques et à la réouverture des frontières entre les deux pays.

L'Arménie se dit prête à s'engager dans ce processus de rapprochement sans condition préalable et a même, à cet effet, supprimé l'embargo sur les produits turcs introduit lors de la guerre de 44 jours, quand la Turquie avait fourni son soutien militaire à l'Azerbaïdjan, et se prépare à lancer des vols charters entre Erevan et Istanbul.

Côté turc, les intentions ne semblent pas être les mêmes. Ainsi, l'ancien vice-président du Parlement turc, Hasan Korkmazcan, a fait savoir les conditions sous lesquelles la Turquie serait prête à normaliser ses relations avec l'Arménie.

Hasan Korkmazcan, qui est actuellement président de l'Union Talaat Pacha, a souligné que la Turquie ne devrait normaliser ses relations avec l'Arménie que si cette dernière remplit quatre conditions préalables, à savoir :

1. Mettre immédiatement en œuvre les accords tripartites conclus le 9 novembre 2020.
2. L'Arménie doit respecter l'intégrité territoriale de la Turquie et en être consciente.
3. L'Arménie devrait abandonner les « allégations de génocide » car c'est devant la Cour européenne des droits de l'homme qu'en l'affaire Perinçek c. Suisse, elle a souligné qu'il s'agissait de mensonges.
4. L'inimitié avec la Turquie doit cesser et le monument dans la région de Chirak

humiliant le peuple turc (statue de Soghomon Teleryan - ndlr) doit être démantelé.

6- Eurasianet

14/01/2022

<https://eurasianet.org/armenian-turkish-envoys-meet-for-first-talks-on-normalizing-relations>

Armenian, Turkish envoys meet for first talks on normalizing relations

The Moscow meeting was the launch of negotiations between the two countries, whose border has been closed since 1993.

[Joshua Kucera](#)

Envoys from Armenia and Turkey have met in Moscow to launch negotiations over normalizing relations.

The envoys - Serdar Kilic, a senior Turkish diplomat; and Ruben Rubinyan, the deputy speaker of Armenia's parliament - met in Moscow on January 14. Following the meeting the two sides issued [identical](#), optimistically worded [statements](#).

"During their first meeting, conducted in a positive and constructive atmosphere, the Special Representatives exchanged their preliminary views regarding the normalization process through dialogue between Armenia and Turkey," the two foreign ministries said. "Parties agreed to continue negotiations without preconditions aiming at full normalization." The meeting was not filmed and afterwards the envoys did not speak to the press.

The two envoys were [appointed in December](#) as part of their countries' [moves toward restore ties](#) in the wake of the 2020 war between Armenia and Azerbaijan. That war resulted in the return to Azerbaijan of the territories surrounding

Nagorno-Karabakh, which Armenia had occupied since the first war between the two sides in the 1990s.

The seizure of those territories in 1993 was what prompted Turkey to close the border. While Armenia has long been in favor of normalizing relations, Turkey – under pressure from its Azerbaijani allies – refused as long as the occupation continued. “With that issue off the table, Turkey began to signal its readiness for new talks with Armenia soon after the war,” the International Crisis Group wrote in an [analysis](#) previewing the January 14 talks.

The Moscow meeting was the most concrete step yet that the two sides have taken to normalizing relations. They will have to overcome a number of obstacles and potential spoilers: Turkish and Azerbaijani commentators have been putting forward [public demands](#) conditioning restoring Ankara-Yerevan relations on other issues, like Armenia renouncing control over Nagorno-Karabakh or giving up the cause of international recognition of the 1915 Armenian genocide.

That, in turn, has given fuel to Armenia’s political opposition and nationalists in the Armenian global diaspora, who have been trying to portray the talks as a [unilateral concession](#) by a [weak Armenian government](#) to their enemies. And many ordinary Armenians, who might have been in favor of restoring ties with Turkey before the war, have [become more wary](#) in the light of Turkey’s open, strong support of Azerbaijan’s 2020 offensive and a reawakening of anti-Armenian discourse in Turkey.

But no preconditions have been officially put forward, a fact that the January 14 statement emphasized. And in the days ahead of the talks the signals were mostly positive.

In late December, Azerbaijan Foreign Minister Jeyhun Bayramov said that Baku “[fully supports](#)” Armenia and Turkey’s normalization efforts. It was Azerbaijan which scuttled the last attempt at normalization, the 2009 process that became known as the “protocols.”

“Having long posed the greatest impediment to a Turkish-Armenian rapprochement, Baku’s public and private tone has changed dramatically in the wake of its victory,” the Crisis Group analysts wrote. “Some senior bureaucrats in Baku privately suggest that Turkish-Armenian normalization might even help smooth their own post-war relations with Armenia by showing the benefits of

shifting from a war footing to an everyone-wins focus on trade.”

A foreign policy commentator in the Turkish pro-government newspaper Daily Sabah portrayed the talks with Armenia as part of a broader push by Ankara to improve many of its strained relations around the region, including with the United Arab Emirates, Egypt, Saudi Arabia, and Israel. “These recent efforts of normalization and pro-active diplomatic initiatives will constitute Turkey's priority foreign policy agenda for 2022,” [wrote](#) the analyst, Tahla Kose, in a January 14 piece.

And the fact that Russia is brokering the talks suggests that [one early concern](#) – that Moscow would try to scuttle them for fear of Turkey gaining more influence in the region – has been evaded. Russia’s involvement also is likely to blunt the objections from Armenia’s internal opposition, which has warm relations with Russia.

While a recent flareup on the border [resulted in four soldiers killed](#) – three Armenian, and one Azerbaijani – there has nevertheless been diplomatic progress between Baku and Yerevan, as well.

Russian Foreign Minister Sergey Lavrov, at a press conference the morning before the Kilic-Rubinyan meeting, [said](#) that Armenia and Azerbaijan were close to reaching an agreement on one of the key issues in their bilateral agenda: agreeing on a demarcation of the two countries’ border. “Literally yesterday I was speaking with an Armenian colleague, who had a new proposal, we will send it along to Azerbaijan. We will see how to make [an Armenia-Azerbaijan-Russia commission working on border issues] work it out as quickly as possible.”

Also that day, Farid Shafiyev, the head of an Azerbaijani government-run foreign policy think tank, [said](#) in an interview with Interfax-Azerbaijan that Baku and Yerevan had reached a spoken agreement to create a border demarcation commission.

7- Le Courrier d'Erevan

12/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/trois-militaires-armeniens-tues-la-suite-dune-provocation-azerbaidjanaise-gegharkunik>

Trois militaires arméniens tués à la suite d'une provocation azerbaïdjanaise à Gegharkunik



Trois soldats ont été tués lors d'une provocation azerbaïdjanaise du côté est de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, le 11 janvier. C'est ce qu'a rapporté le service de presse du ministère arménien de la Défense.

Il s'agit du soldat Artur Mkhitaryan et du sergent junior Rudik Gharibyan, tous deux nés en 2002. Le corps d'un troisième militaire arménien, Vahan Babayan (né en 2003), a été retrouvé aujourd'hui dans la zone où se sont déroulés les violents combats lorsque les forces azerbaïdjanaises ont attaqué les positions arméniennes depuis le côté est de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

L'armée azerbaïdjanaise a déployé des drones et de l'artillerie lors de l'assaut.

« *Le ministère de la Défense d'Arménie partage la douleur de cette perte et exprime son soutien aux familles, aux amis et aux compagnons d'armes des militaires décédés* », indique le communiqué.

Deux autres militaires ont été blessés mais sans danger pour la vie. À 21h00, la situation à la frontière est relativement stable.

8- France 24

12/01/2022

<https://www.france24.com/fr/europe/20220112-affrontements--meurtriers-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-entre-l-arm%C3%A9nie-et-l-azerba%C3%AFdjan>

Affrontements meurtriers à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

L'Arménie a rapporté, mercredi, la mort d'un troisième soldat dans des affrontements armés à la frontière avec l'Azerbaïdjan. Malgré un cessez-le-feu, des heurts armés meurtriers se produisent régulièrement entre les troupes des deux pays.

Regain de tension entre Erevan et Bakou. Un troisième soldat est mort, a rapporté, mercredi 12 janvier, [l'Arménie](#), et un côté [Azerbaïdjan](#) dans des affrontements armés à la frontière entre les deux pays.

Les deux camps s'accusent mutuellement d'être à l'origine de "provocations" ayant déclenché ces heurts meurtriers. Des violences éclatent périodiquement entre leurs forces malgré l'instauration, en novembre 2020, d'un cessez-le-feu, qui avait mis fin à une guerre de six semaines pour le contrôle de l'enclave du Haut-

Karabakh.

Erevan avait rapporté, la veille, que les affrontements avaient fait deux morts et deux blessés côté arménien. Bakou avait fait état d'un mort dans ses troupes. Mercredi, le ministère arménien de la Défense a annoncé la découverte, pendant la nuit, du corps sans vie d'un troisième de ses militaires, retrouvé avec des blessures par balles.

Selon Bakou, les affrontements ont lieu dans la région frontalière azerbaïdjanaise de Kalbajar, située à proximité de l'enclave disputée du Haut-Karabakh.

L'armée arménienne accuse les forces azerbaïdjanaises d'avoir attaqué ses positions à l'aide d'artillerie et de drones, tandis que Bakou a évoqué des "provocations" de son voisin.

"Attaques récurrentes"

Le ministère arménien des Affaires étrangères a dénoncé, mardi soir, dans un communiqué les "attaques récurrentes" des forces azerbaïdjanaises et leur "infiltration sur le territoire" arménien, appelant à un retrait conjoint des forces des deux camps de la frontière en faveur d'un "mécanisme de surveillance international".

Lundi, les autorités pro-arméniennes du Haut-Karabakh ont affirmé que quatre civils avaient essuyé des tirs des forces azerbaïdjanaises alors qu'ils effectuaient des travaux agricoles.

Elles ont également rapporté le bombardement d'un village dans la région de Martouni par les forces azerbaïdjanaises, au cours duquel un véhicule civil a été détruite.

La guerre qui a opposé ces deux pays en 2020 a fait plus de 6 500 morts et s'est achevée par une défaite de l'Arménie, contrainte de céder à l'Azerbaïdjan plusieurs régions formant un glacis autour du Haut-Karabakh, notamment celle de Kalbajar. Depuis, des heurts y ont lieu régulièrement, notamment car les deux camps s'opposent sur la délimitation de leur frontière.

Avec AFP

9- L'Express

13/01/2022

https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/aux-confins-de-la-turquie-l-espoir-de-renouer-avec-les-voisins-armeniens_2166046.html

Aux confins de la Turquie, l'espoir de renouer avec les voisins arméniens

Akyaka (Turquie) - Devant la petite gare en basalte noir d'Akyaka, dernier arrêt avant l'Arménie, les rails sont abandonnés aux oiseaux et aux chiens errants depuis près de 30 ans.

Dans ce recoin de l'extrême nord-est de la Turquie ceint de montagnes enneigées, à 10 kilomètres de la frontière arménienne, la reprise de contacts officiels entre Ankara et Erevan, près de 30 ans après leur rupture, attise l'espoir de la population qui attend beaucoup de la rencontre prévue vendredi à Moscou entre les envoyés spéciaux des deux pays.

"Depuis la fermeture de la frontière en 1993, notre région est l'angle mort du pays, verrouillée de toutes parts", résume Engin Yildirim, directeur de l'association des commerçants d'Akyaka. "La frontière, c'est notre seule porte vers l'extérieur".

Deux ans après son indépendance en 1991, la frontière s'est refermée à cause du conflit du Nagorny Karabakh qui opposait l'ex-république soviétique d'Arménie à l'Azerbaïdjan, allié de la Turquie.

Depuis cette rupture, le trafic est suspendu et toute la région comme assoupie, avec une hémorragie de sa population.

Akyaka est devenue "la gare de la nostalgie" pour ses habitants. Tout le contraire de la fébrilité qui l'habitait avant, quand les convois s'y croisaient dans les deux sens.

- La ruée -

"En 91, les gens se sont rués de part et d'autre de la frontière pour se retrouver. Pendant deux ans, c'était l'effervescence", se souvient Vedat Akçayoz, historien local et spécialiste des minorités.

Aujourd'hui, puisque le conflit du Karabakh est réglé grâce à l'accord signé sous les auspices de Moscou, après une résurgence du conflit en novembre 2020, "le dernier obstacle" a été levé, estime-t-il.

"Le gouvernement est pour la réouverture et je crois que l'Arménie aussi", renchérit M. Yildirim. "Les habitants ici suivent ce qui se passe avec sérénité. Nous, on a aucun problème avec les Arméniens, ni eux avec nous", assure ce quadragénaire.

Après la désignation des émissaires - Serdar Kilic pour la Turquie et Ruben Rubinyan pour l'Arménie -, Erevan a annoncé fin décembre la levée de l'embargo commercial sur les produits turcs décrété en 2020, lors de la dernière guerre du Karabakh.

"On faisait de bonnes affaires avec les Arméniens", se souvient Husseyin Kanik dans son échoppe à Kars (la capitale régionale à 50 km d'Akyaka), posant devant l'armoire réfrigérée où s'empilent ses fromages, la spécialité de Kars.

"Certains parlaient très bien turc, sans accent" reprend M. Kanik. Même du temps de l'URSS, "ils arrivaient avec des fourrures et des samovars et repartaient avec nos produits... On va revenir aux jours anciens", se réjouit-il.

Devant son hôtel, l'ancienne demeure de riches Russes, bâtie en 1896, Gaffar

Demir aussi fait le pari de la paix. "Alors qu'on a une route, une voie ferrée, on n'a aucune relation avec les Arméniens!" s'insurge-t-il en espérant l'afflux prochain de touristes arméniens.

La présence du consulat d'Azerbaïdjan et d'un hôtel "Karabag" à proximité n'est pas un sujet.

"Pour tous, il est plus que temps que les gens vivent en paix", insiste Vedat Akçayoz en rappelant la dimension multiculturelle de la région, où se côtoient Turcs, Arméniens, Géorgiens, Azéris, Kurdes et de nombreuses minorités.

- 1915 -

Personne n'évoque le point noir des relations turco-arméniennes, le génocide de plus d'un million de civils arméniens en 1915 qu'Ankara refuse de reconnaître, évoquant des "massacres des deux côtés". Un monument édifié sur la route entre Kars et Akyaka ne salue que la mémoire des "victimes turques".

Mais le gouvernement arménien a de lui-même proposé de laisser "1915" de côté dans les discussions qui s'amorcent.

"Pendant la guerre froide, nous avons été élevés dans l'hostilité envers les Arméniens: pour les gens de Kars, 'Arméniens' était une insulte", rapporte l'ancien maire de la ville, Naif Alibeyoglu, très engagé pendant son mandat en faveur d'un rapprochement avec l'Arménie au milieu des années 2000.

"Il peut y avoir des éléments fanatiques, mais il n'y a aucune animosité entre les peuples" assure-t-il, se disant "très enthousiaste pour le processus de normalisation en cours".

"On se ressemble tellement, on rit et on pleure des mêmes choses. Nous avons vécu ensemble pendant mille ans ici", appuie son frère, Alican Alibeyoglu, fondateur de la chaîne de télé locale Serhat TV, impatient d'envoyer ses reporters "en Arménie.

"La feuille de route est tracée, je suis sûr que la date de la réouverture de la frontière est déjà fixée".

A quelques encablures, les soldats turcs patrouillent paisiblement sur la ligne de crête, face aux postes arméniens – et à une base russe. Les drapeaux se font face au-dessus de la faille qui marque la frontière. Et le réseau arménien s'affiche sur les portables turcs.

Par AFP

10- Les Nouvelles d'Arménie

13/01/2022

https://www.armenews.com/spip..php?page=article&id_article=88620

Les Arméniens d'Istanbul se réjouissent des nouveaux vols vers Erevan

Les Arméniens d'Istanbul sont heureux que la compagnie aérienne arménienne Flyone Armenia ait reçu un permis pour opérer des vols aller-retour de Erevan à Istanbul.

ARMENPRESS s'est entretenu avec plusieurs représentants de la communauté arménienne d'Istanbul, qui se rendent souvent en Arménie et pour qui l'absence de communication aérienne entre l'Arménie et la Turquie a également créé des difficultés.

« En tant que personne qui se rend souvent en Arménie, je me réjouis de cette évolution. Avant cela, AtlasJet assurait des vols directs, mais en novembre 2019, tous les vols ont été annulés, y compris ceux à destination d'Erevan, car la compagnie a fait faillite. Par conséquent, j'ai dû effectuer mes déplacements par des vols de transit. Le voyage, qui durait environ 2h30 par un vol direct, était long et était un processus difficile, et durait des heures surtout pendant la pandémie », a déclaré Sibil Pektorosoglu, chanteuse arménienne d'Istanbul, ajoutant qu'elle s'attend à ce que la compagnie aérienne conserve les prix abordables, et que les vols soient aux heures pratiques de la journée.

« Chaque fois que je monte dans un avion en revenant d'Arménie, je me dis dans

ma tête quand je reviendrai chez toi, ma belle Erevan. Je pense que si des vols directs et des prix abordables sont proposés, il y aura beaucoup plus de départs et d'arrivées », a-t-elle déclaré, en souhaitant bonne chance au personnel de Flyone Armenia.

Un autre représentant de la communauté arménienne d'Istanbul, l'intellectuel Can Erzurumluoglu, a également réagi positivement à la relance des vols directs Erevan-Istanbul. « Les Arméniens d'Istanbul auront la possibilité de se rendre plus souvent en Arménie. Les Arméniens islamisés et les Turcs qui s'intéressent à la culture arménienne profiteront également de cette opportunité. Cela sera bénéfique pour le tourisme arménien, surtout dans la période post-pandémique », a déclaré Can Erzurumluoglu.

Lerna Balikci Ozder a également salué cette nouvelle. « Je pense qu'il est particulièrement gratifiant que cette société soit Flyone Armenia », a-t-elle déclaré.

« Tout d'abord, la délivrance d'une autorisation par la Turquie à Flyone Armenia pour l'exploitation de vols, puis l'autorisation de l'Arménie à Pegasus, tout cela constitue une évolution positive. Une autre étape positive est que les deux pays ont nommé des représentants mutuels pour les discussions politiques. J'espère qu'une étape similaire sera franchie à l'avenir dans le domaine du transport ferroviaire et routier. La levée de l'embargo sur les marchandises turques par l'Arménie, l'ouverture des communications routières et l'absence de pays médiateurs, ainsi que la prise en compte du faible coût conditionné par les communications directes, assureront un grand avantage mutuel. Le tourisme est un autre aspect positif de cette rencontre. La communication directe va l'accélérer. Enfin, elle nous a épargné la souffrance de devoir parcourir cette courte distance pendant de longues heures. Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à ce processus. Bonne chance », a déclaré Kenan Yenice.

EREVAN, 13 JANVIER, ARMENPRESS.

11- Le Nouvel Economiste

12/01/2022

<https://www.lenouveleconomiste.fr/la-turquie-en-effondrement--economique-avance-90733/>

La Turquie en effondrement économique avancé

Les choix à contre-courant d'Erdogan continuent de faire s'envoler l'inflation et gronder l'opposition

*Maelström moyen-oriental,
Ardavan Amir-Aslani et Inès Belkheiri*

Alors que le président turc persiste dans sa politique menée au nom de "l'indépendance économique" de la Turquie, le pays s'enlise dans une spirale inflationniste avec une lire turque ayant perdu près de 45 % de sa valeur par rapport au dollar en un an.

Le sort semble s'acharner sur la Turquie. Après les feux qui ont détruit la côte sud du pays au cours de l'été 2021, les inondations meurtrières qui ont touché la région occidentale de la mer Noire et les explosions sous-marines dans la mer de Marmara en raison du réchauffement climatique, la pandémie a aggravé la situation économique de la Turquie.

"Avant même que la pandémie ne frappe le monde entier, la Turquie connaissait déjà une situation de crise et frôlait la récession économique en raison d'une forte

dépréciation de la lire turque, d'une dette colossale et d'une inflation rampante”

Cela étant, avant même que la pandémie ne frappe le monde entier, la Turquie, menée d'une main de maître par le président Recep Tayyip Erdogan, connaissait déjà une situation de crise et frôlait la récession économique en raison d'une forte dépréciation de la lire turque, d'une dette colossale et d'une inflation rampante.

Mainmise du pouvoir sur la banque centrale

Malgré l'aggravation de la situation économique, le président turc a tenu à garder les taux d'intérêt au plus bas en dépit de la flambée de l'inflation, et ce contre l'avis d'une majorité des économistes. Il a notamment invoqué les préceptes de l'islam, qui prohibent l'usure, afin de justifier son choix impopulaire. Conformément au souhait du président turc, la banque centrale de Turquie, dont la mission est entre autres de fixer les taux d'intérêt et de monitorer l'inflation, a abaissé son taux directeur, de 5 points en quatre mois, provoquant chaque fois un nouveau plongeon de la lire turque. Le limogeage de trois gouverneurs de la banque centrale turque depuis juillet 2019 et le remplacement fréquent du ministre des Finances depuis juillet 2018 ont fini de démontrer la mainmise du pouvoir sur cette institution. En plus des taux d'intérêt gardés volontairement bas, le président turc a fait en sorte de compenser la dépréciation des dépôts bancaires en liras par rapport au dollar en puisant dans les caisses publiques. Ainsi, fin décembre 2021, les réserves nettes de l'État étaient passées de 12,2 milliards de dollars à 8,6 milliards en une semaine. L'opposition affirme que la Turquie allait, à ce rythme, rapidement se trouver à cours de liquidités.

“Le président turc a tenu à garder les taux d'intérêt au plus bas en dépit de la flambée de l'inflation, et ce contre l'avis d'une majorité des économistes. Il a notamment invoqué les préceptes de l'islam, qui prohibent l'usure, afin de justifier son choix impopulaire”

En conséquence de ces choix politiques à contre-courant, les faits sont là. L'inflation s'est envolée à 36 % sur un an, un record depuis septembre 2002, alors que le pouvoir avance officiellement une inflation autour de 21 % sur un an. Avec la baisse de la lire, l'augmentation en flèche du prix des produits de consommation courante ou encore de l'énergie, les Turcs ont ressenti une baisse

drastique de leur niveau de vie. De plus, la pandémie impacte également l'économie puisque les revenus et les exportations ont fortement diminué. Par crainte de subir les fluctuations d'une économie affaiblie, les capitaux étrangers ont également fui en masse. L'économie devrait ainsi régresser cette année de 4 %.

Objectif : concurrencer la Chine

Malgré la situation, le président semble vouloir maintenir le cap en se focalisant sur la croissance et sa volonté de miser sur l'investissement, la production et les exportations qui pourraient concurrencer la Chine. Le président Erdogan a ainsi relevé le salaire minimum au 1er janvier 2022 de 50 % - augmentation qui sera en grande partie annihilée par la mauvaise conjoncture économique - et s'est félicité du taux de croissance de 7,4 % durant l'année 2021, essentiellement grâce aux exportations à bas prix (en augmentation de 33 % en 2021). Il a récemment déclaré que grâce aux réformes réalisées, les Turcs allaient réussir "à libérer l'économie turque de ses chaînes et la démocratie turque de la tutelle". Cependant, la Tüsiad, principale organisation patronale représentant 85 % des exportateurs, a demandé au président turc de "revenir aux principes économiques établis dans le cadre d'une économie de marché" car selon elle, les décisions prises impactaient sévèrement le peuple turc ainsi que le monde des affaires.

"Le président semble vouloir maintenir le cap en se focalisant sur la croissance et sa volonté de miser sur l'investissement, la production et les exportations qui pourraient concurrencer la Chine"

Cette hémorragie économique commence d'ailleurs à menacer sérieusement le pouvoir du président turc, pourtant inébranlable depuis 19 ans. La clé du succès d'Erdogan jusque-là était en effet de se montrer convaincant sur sa capacité à amener le pays vers la prospérité. À dix-huit mois des élections présidentielles, l'opposition réclame l'avancée des élections en justifiant cette requête par le fait que l'inflation officielle est sept fois supérieure à l'objectif fixé par le gouvernement.

Rapprochement avec les Émirats arabes unis et l'Arménie

Compte tenu des difficultés économiques de la Turquie, Ankara semble être décidée à générer de nouveaux revenus en mettant de côté les différends politiques historiques avec les Émirats arabes unis - en raison de la proximité de la Turquie et des Frères musulmans que les Émirats arabes unis considèrent comme une menace pour la sécurité régionale - et avec l'Arménie - en raison du génocide arménien non officiellement reconnu par Ankara.

“À dix-huit mois des élections présidentielles, l'opposition réclame l'avancée des élections en justifiant cette requête par le fait que l'inflation officielle est sept fois supérieure à l'objectif fixé par le gouvernement.”

Ankara, de son côté, reprochait à Abou Dhabi d'avoir soutenu la tentative de coup d'État ratée de 2016 en Turquie, et de ne pas être sur la même ligne sur le conflit libyen. Mais en novembre dernier, le président Erdogan et le prince héritier d'Abou Dhabi ont fait un pas et signé plusieurs accords d'investissement et de coopération. Les Émirats arabes unis vont par exemple financer un fonds de 10 milliards de dollars pour soutenir des investissements liés à la santé et à l'énergie en Turquie. Quant à la Turquie et l'Arménie, un engagement a été pris entre les deux pays pour normaliser les relations bilatérales.

12- Le Figaro

14/01/2022

<https://www.lefigaro.fr/politique/pecresse-denonce-des-menaces-du-president--azerbaidjanais-apres-son-voyage-en-armenie-20220114>

Pécresse dénonce des «menaces» du président azerbaïdjanais après son voyage en Arménie

Par Le Figaro avec AFP

Le président azerbaïdjanais lui reproche de s'être rendue «secrètement» dans la région du Nagorny-Karabakh, au centre d'un conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui a fait plus de 6500 morts.

La candidate de la droite à l'élection présidentielle Valérie Pécresse a dénoncé vendredi 14 janvier depuis Athènes, où elle est en déplacement, des «menaces» du président azerbaïdjanais Ilham Aliiev après son voyage en Arménie, affirmant qu'elles ne l'«intimident pas».

Valérie Pécresse a dénoncé devant la presse la «gravité de cette menace sur une candidate à la présidentielle qui ne serait pas libre d'aller où elle veut» et a jugé «le silence assourdissant du gouvernement français très choquant». «Ces menaces ne m'intimident pas et j'aurais aimé une réponse solennelle du gouvernement français à cette menace d'un chef d'État étranger sur une candidate à la présidentielle française», a-t-elle affirmé.

«Mécontentement auprès de la partie russe»

La candidate Les Républicains s'est rendue avant Noël en Arménie, peu après le passage du candidat d'extrême droite Eric Zemmour, pour une visite destinée à illustrer son soutien aux Chrétiens d'Orient dans ce pays du Caucase. Elle était notamment accompagnée de l'ex-commissaire européen et ex-ministre des Affaires étrangères français Michel Barnier, un de ses conseillers de campagne.

Dans un entretien mercredi à des médias locaux, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a reproché à Valérie Pécresse et Michel Barnier de s'être rendus «*secrètement*» à cette occasion dans la région séparatiste du Nagorny-Karabakh, au centre d'un conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui a fait plus de 6500 morts.

«En cas de visites illégales (au Karabakh), nous exprimons officiellement notre mécontentement auprès de la partie russe», qui est chargée des opérations de maintien de la paix dans la région. *«On nous a répondu "on n'a rien vu, on ne savait pas, on n'a pas fait attention (...)"*. *Mais nous ne pouvons pas croire (cette version des faits). (...) Dans le cas présent, il s'agissait d'une visite organisée»,* a-t-il déclaré. *«Si nous avions su qu'ils étaient là-bas, il est évident que nous ne les aurions pas laissés revenir (en Arménie). Le couloir de Latchine (route reliant l'Arménie et le Karabakh) est sous notre contrôle. Nous pouvons y arrêter n'importe quelle voiture et personne ne peut rien nous dire»,* a ajouté Ilham Aliev.

Son avocat, Me Thibault de Montbrial, a annoncé à l'AFP l'intention de Valérie de Pécresse de porter plainte samedi à Paris pour «*menaces de mort*». Le droit international protège les chefs d'État en exercice contre des poursuites judiciaires. Valérie Pécresse a entamé vendredi un voyage en Grèce, où elle doit visiter samedi un camp fermé de migrants et demandeurs d'asile, sur l'île de Samos.

13- Les Nouvelles d'Arménie

13/01/2022

https://www.armenews.com/spip..php?page=article&id_article=88599

Aliev s'en prend à Valérie Pécresse et menace d'envahir l'Arménie ...

La candidate des Républicains appréciera à sa juste valeur cette tentative d'arrestation. « Si nous avions été au courant de la dernière visite illégale de Valérie Pécresse, nous ne les aurions pas laissés repartir », a déclaré le président

de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev dans une interview accordée à des chaînes de télévision locales le 12 janvier 2022.

Dans le même entretien, il a aussi osé affirmer que le corridor du Zangezur devrait couvrir toute la région du Zangezur.

Il s'en est également pris à l'Arménie dans un récit totalement transformé des événements. Une entreprise de désinformation stupéfiante :

« Tout d'abord, il existe malheureusement de forts sentiments revanchards en Arménie, tant au sein du gouvernement que de l'opposition, et également dans la société. Malheureusement, nous le constatons dans la vie réelle. Hier encore, une nouvelle provocation militaire a été commise contre des militaires azerbaïdjanais. Un militaire azerbaïdjanais a été tué à la suite de cette agression sans fondement. Ce n'est pas la première fois que cela se produit depuis la guerre. Malheureusement, l'Arménie n'a pas tiré la leçon de toutes nos mesures punitives précédentes. L'incident d'hier ne fait pas exception. Les forces armées azerbaïdjanaises ont pris des mesures décisives pour punir les criminels, et aujourd'hui, selon les informations que j'ai reçues du ministre de la Défense, six à huit militaires ennemis ont été tués et de nombreux autres ont été blessés. Peu après cet incident, la partie arménienne a commencé à demander avec insistance un cessez-le-feu. Cependant, elle doit comprendre que la mort d'un soldat azerbaïdjanais ne sera jamais pardonnée. Malgré les nombreuses demandes de la partie arménienne, je dirais même des supplications - puisque cet incident a eu lieu non pas dans la zone de responsabilité des forces russes de maintien de la paix, mais en direction de Kalbajar - et également malgré les demandes des forces russes de maintien de la paix, j'ai ordonné au ministre de la défense à 21h30 de cesser le feu et de laisser la partie arménienne recueillir ses nombreux militaires blessés. En d'autres termes, cet incident et tous les incidents précédents se sont terminés de cette manière : crimes, provocations, provocations déguisées, mesures punitives de la part de la partie azerbaïdjanaise, puis appels au cessez-le-feu. Par conséquent, l'Azerbaïdjan a une fois de plus fait preuve d'humanisme, mais seulement après que nous soyons arrivés à la conclusion que l'opération punitive devait être arrêtée », a déclaré le chef de l'État.

"En fait, cela explique pourquoi nous poursuivons le processus de construction de l'armée. Il y a un certain nombre d'aspects ici. Tout d'abord, bien sûr, nous avons utilisé une grande partie des munitions pendant la guerre, nous devons donc les reconstituer maintenant, et les nouveaux contacts signés nous fourniront cette

opportunité. La fourniture d'armes et de munitions est déjà en cours. La question suivante est **l'achat de systèmes d'armes modernes** de différents types. Nous avons toujours attaché une grande importance à cette question. La technologie militaire évolue rapidement et nous voulons toujours obtenir le meilleur équipement disponible. Comme vous le savez, nous n'avons pas de problème avec le nombre de parties intéressées à nous vendre des armes. La troisième question est d'augmenter la capacité de combat des forces armées. **La deuxième guerre du Karabakh n'est pas seulement une grande victoire pour nous, c'est aussi une grande expérience dans le domaine des opérations. Elle a constitué un test pratique pour les forces armées, non pas dans le cadre d'un entraînement, mais dans celui d'opérations réelles, et nos forces armées sont sorties de ce test avec dignité.**

Cependant, la deuxième guerre du Karabakh nous a également montré ce qu'il fallait faire ensuite, quels éléments de l'infrastructure militaire nous n'avons pas utilisés, utilisés de manière très limitée ou qu'ils étaient faibles. C'est aussi une grande expérience. Pour des raisons évidentes, je ne peux pas en dire plus maintenant. La **création d'une force commando** n'est qu'un des éléments de l'amélioration de nos capacités militaires, mais c'est aussi un élément très important. Ce processus a commencé et, comme je l'ai déjà dit, il sera poursuivi», a déclaré le président azerbaïdjanais. »Nos forces spéciales ont montré le meilleur d'elles-mêmes lors de la deuxième guerre du Karabagh. Je l'ai dit à plusieurs reprises. Par conséquent, l'amélioration de ces forces, ainsi que la création d'une nouvelle force spéciale, est une nécessité dictée par la situation. Nous parlons de tentatives de vengeance. Le fait est que nous ne savons pas ce qui se passera dans un an, deux ou cinq ans. Aujourd'hui, l'armée arménienne est dans un état de délabrement complet et est incapable de nous résister à une échelle plus grande que lors de la deuxième guerre du Karabakh. **Nous suivons de près tous les efforts de renforcement militaire en Arménie, tant avec leurs propres forces qu'avec l'aide de leurs partenaires.** Par conséquent, j'ai déclaré sincèrement et ouvertement que **si nous voyons la moindre menace pour notre sécurité, nous l'écraserons immédiatement, où qu'elle se trouve et quelle que soit sa profondeur dans le territoire arménien.** Tout le monde, et en premier lieu les dirigeants arméniens, doit savoir et comprendre cela», a déclaré le Président Ilham Aliyev. » Par conséquent, à la suite des mesures que nous prenons, **les forces armées azerbaïdjanaises deviendront encore plus fortes** qu'elles ne l'étaient pendant la deuxième guerre du

Karabagh. Cependant, comme nous le savons tous, les experts et le public d'un certain nombre de pays ne cachent pas leur admiration pour ce que nous avons démontré pendant la guerre. Cette admiration inattendue et explicite, bien sûr, nous a tous rendus très fiers de nous. Mais en même temps, nous ne devons pas devenir complaisants ou arrogants, comme on dit, et ne pas répéter les erreurs du côté arménien, qui se considère comme de grands combattants mais qui, en fait, établit un nouveau record au sprint. Bien sûr, cela n'arrivera pas, mais en tout cas, les actions que je mène maintenant, y compris dans le cadre de la construction de l'armée, visent à garder les pieds sur terre. Nous avons fait ce qui était nécessaire, et nous l'avons fait avec dignité, honneur et justice. Et maintenant, nous devons penser à l'avenir et à la capacité des forces armées azerbaïdjanaises à protéger notre peuple et notre État contre toutes les menaces possibles. À mon avis, beaucoup de choses se sont passées au cours de l'année qui s'est écoulée depuis la guerre, et cela a montré - pas seulement par rapport à l'Arménie - que nous sommes capables de nous défendre correctement", a déclaré le chef de l'État.

14- Les Nouvelles d'Arménie

13/01/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=88608

Aliev menace Valérie Pécresse. La France doit exiger des excuses.

Dans une interview accordée le 12 janvier aux chaînes de télévision locales, Ilham Aliev, président de l'Azerbaïdjan, a déclaré à propos de la visite Valérie Pécresse dans la République du Haut-Karabakh le 22 décembre 2021 : « Si nous avons été

au courant de la dernière visite illégale de Valérie Pécresse, nous ne l'aurions pas laissé repartir ». En indiquant qu' « il n'aurait pas laissé repartir » Valérie Pécresse le chef l'Azerbaïdjan veut-il dire qu'il l'aurait tué ou à défaut arrêté, jeté en prison et torturé selon la tradition de cet Etat positionné au bas de tous les classements des organisations de défense des droits de l'homme ?

Ara Toranian et Mourad Papazian coprésidents du CCAF et Patrick Karam président de la CHREDO dénoncent ces déclarations télévisuelles qui constituent autant de menaces et d'incitations à la haine contre Valérie Pécresse.

Ils appellent la France à exiger des explications et des excuses pour cet acte d'intimidation envers cette candidate à l'élection présidentielle et à défaut, de rappeler son ambassadeur à Bakou et d'expulser celui d'Azerbaïdjan en France.

En témoignant sur place de sa solidarité envers les Arméniens du Haut-Karabakh coupés du monde, que le président azerbaïdjanais veut « chasser comme des chiens », Valérie Pécresse s'est inscrite dans la continuité de son long combat pour défense des chrétiens d'Orient, des libertés et des droits de l'homme. Il appartient aujourd'hui à la France et à ses autorités de faire montre de la même solidarité envers cette élue. Par delà tous les clivages partisans, il en va de l'honneur de notre République.

Patrick Karam, président de la CHREDO

Mourad Papazian

Ara Toranian

Coprésidents du CCAF

15- Le Courrier d'Erevan

14/01/2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/laffaire-contre-tonoyan-et-les-autres-portee-devant-la-justice>

L'affaire contre Tonoyan et les autres portée devant la justice

L'affaire pénale contre l'ancien ministre arménien de la Défense David Tonoyan et d'autres personnes est portée devant le tribunal.

Selon le service de presse du bureau du procureur général d'Arménie, l'acte d'accusation a été approuvé. Les accusés dans cette affaire sont l'ancien ministre de la Défense David Tonoyan, Artak Davtyan, chef d'état-major général des forces armées, Stepan Galstyan, ancien chef adjoint d'état-major général des forces armées, Avetik Muradyan, ancie